

Le Liban postoctobre 2023

Entre écrasement du Hezbollah
et domestication politique

Elena Aoun

Le Hezbollah est présenté dans la majorité des discours occidentaux comme organisation terroriste qui, depuis le 8 octobre 2023 à l'instigation de l'Iran et à la suite de l'attaque du Hamas palestinien, se serait lancé dans une campagne armée contre l'État israélien, acculant ce dernier à une guerre existentielle d'autodéfense. Il aurait ainsi entraîné le Liban, déjà exsangue, dans une aventure hasardeuse à laquelle les autorités israéliennes auraient vainement tenté de mettre fin par la négociation. Son élimination serait dès lors la condition du retour à la paix et du recouvrement par le Liban de sa souveraineté.

Tel est, à peine caricatural, le narratif qui domine en Israël, dans la majorité des capitales occidentales ainsi que parmi d'innombrables médias, *think tanks*, acteurs associatifs, cercles universitaires... Il est même parfois repris dans les milieux libanais hostiles au Hezbollah. Ce récit s'impose au point de déterminer les réactions, à peine critiques, des chancelleries occidentales face à l'ampleur des attaques israéliennes au Liban, ainsi que les paramètres du cessez-le-feu et de la redistribution des cartes politiques au Liban. Il ignore toutefois la réalité

multiforme du Hezbollah et l'intrication de sa relation à son environnement local et régional ainsi que les complexités intrinsèques à l'échiquier politique libanais. Le Hezbollah n'est pas un acteur « déviant » né du néant. Mouvement social (Azani, 2009), il est issu d'un contexte particulier, marqué par la marginalisation politique des Chiïtes au Liban, l'interminable conflit israélo-palestinien et les aléas des rapports de force hégémoniques et contre-hégémoniques¹

1| Se basant sur la permanence de la présence politique et coercitive américaine dans la région depuis la Deuxième

dans la région. Et il a toujours évolué en réponse à ces différents enjeux, dans lesquels la communauté internationale² a systématiquement tenu un rôle majeur.

Cherchant à comprendre, dans sa complexité, le rôle du Hezbollah dans ce énième round de violence entre Israël et ses voisins, cet article reviendra d'abord sur la genèse et les évolutions du parti pour pointer une certaine continuité des facteurs structurels qui dictent sa posture. En un deuxième temps, il s'intéressera à l'ouverture par le Hezbollah d'un front de soutien au Hamas et aux multiples revers qu'il a subis, mais qui ne font qu'exacerber les facteurs qui le portent. Sur cette base, la conclusion portera un regard pessimiste sur l'avenir promis au Liban dans un contexte régional où la domination, notamment militaire, apparaît comme la principale règle du jeu. Et ce malgré l'élection à la présidence de la République libanaise de l'homme préféré des Occidentaux, Joseph Aoun.

Le Hezbollah : son histoire, ses causes, ses évolutions

Le Hezbollah est né en 1982, dans le double contexte de la guerre « civile »³ libanaise et de la 2^e invasion israélienne du Liban. Toutefois ce sont des dynamiques bien plus anciennes et profondes

qui en favorisent l'émergence dans le terreau chiite libanais, tandis que les évolutions des politiques locales, régionales et internationales le transforment ultérieurement en acteur clé.

De la marginalisation à la politisation des Chiites libanais

Dans le « Grand Liban » qui se construit sous mandat français (1923-1946), les Chiites, largement ruraux, sont marginalisés. Après l'indépendance, l'État libanais continue d'ignorer cette communauté pourtant fortement impactée par la création d'Israël en 1948 (Chalabi, 2006). De fait, l'expansion armée du nouvel État né à la jonction de la colonisation britannique et du projet sioniste européen rompt les continuités familiales, sociales et économiques entre les villages du sud du Liban et ceux du nord de la Palestine d'où sont expulsés des dizaines de milliers de Palestiniens. De plus, dans certains villages comme à Houla, les milices juives perpètrent de véritables massacres sans réaction de l'État libanais (Khouri, 2024a). Cette indifférence se confirme les décennies suivantes alors que les résistants palestiniens multiplient les attaques contre Israël, suscitant des représailles dont la population du Sud fait les frais. L'armée libanaise n'assumera toutefois jamais son rôle de protection, pas plus que l'État libanais ses responsabilités. À la veille de la guerre civile (1975-1990), le Sud ne bénéficie que de 0,7 % du budget étatique alors qu'il abrite 20 % de la population (*ibid.*).

La politisation de la communauté chiite s'intensifie avec l'arrivée de l'imam Moussa al Sadr. Cette grande figure disparue en Libye en 1979 fonde le « Mouvement des déshérités » (mars 1974) sur un agenda de justice sociale et crée un réseau caritatif et

guerre mondiale, cet article considère les États-Unis et leurs alliés comme constitutifs des forces hégémoniques, et leurs opposants comme forces contre-hégémoniques.

2|« Communauté internationale » désigne ici prioritairement les puissances occidentales qui conservent dans une large mesure le contrôle des institutions multilatérales et la capacité de définir les problèmes internationaux et les solutions à y apporter.

3|Les guillemets visent à relativiser la dimension interne de cette guerre et à souligner sa nature régionale et internationale, inextricablement liée au conflit israélo-palestinien. À ses débuts, cette guerre oppose dans les grandes lignes des forces progressistes et communistes, largement musulmanes, qui soutiennent la cause palestinienne et le panarabisme, à des partis et factions conservateurs, hostiles aux Palestiniens et au panarabisme, largement alignés sur les intérêts occidentaux et issus des milieux chrétiens.

scolaire au profit des plus démunis (Norton, 2007, p. 8-25). Le mouvement abandonne rapidement son pacifisme face à l'augmentation des frappes israéliennes et l'atonie des autorités libanaises. De cette dynamique, qui amène un rapprochement avec les factions palestiniennes, naît en juillet 1975, peu après le début de la guerre, le mouvement *Amal*⁴ (Siklawi, 2012). Le déferlement de violence entrainera d'autres mutations.

Alors que commence le règne des milices et que l'État libanais s'effrite, de nouveaux paliers sont atteints, notamment lors des invasions israéliennes en 1978 puis en 1982. À chaque fois, le Sud est écrasé par la machine de guerre israélienne qui rase tout, usant de « bombes à fragmentation, napalm, bombes incendiaires » (Khoury, 2024b). Lorsque, pour mettre fin au siège de Beyrouth par Israël, la communauté internationale négocie le départ de l'OLP et déploie une force multinationale, elle découvre la naissance d'une nouvelle organisation issue des rangs d'*Amal* : « la Résistance islamique au Liban », devenue le Hezbollah en 1984.

La trajectoire du Hezbollah : d'une milice parmi d'autres à la « Résistance »

Soutenu par le régime iranien et partageant avec lui une idéologie islamiste hostile à l'hégémonie américaine, son prolongement israélien et ses relais régionaux, ce mouvement s'illustre par des attentats suicides visant notamment les troupes américaines et françaises (octobre 1982) (Norton, 2007, p. 32-40). Outre les attentats et les enlèvements d'Occidentaux, le Hezbollah se distingue aussi lors de la guerre dite des « camps » (1985-1987) oppo-

sant des factions palestiniennes épaulées par le Hezbollah à... Amal, soutenu par la Syrie. Si cet épisode démontre le caractère fluctuant des alliances sur l'échiquier libanais, il montre surtout la permanence du soutien du Hezbollah à la cause palestinienne. Tout comme le Hezbollah lui-même, ce soutien évoluera avec l'équation que la communauté internationale adopte pour la sortie du conflit libanais.

De fait, marquées par d'ultimes soubresauts au Liban mais également à l'international avec la fin de la guerre froide, l'invasion du Koweït par l'Irak et la mise en place d'une coalition pour libérer cet émirat, les années 1989-1990 mènent à une résolution mi-négociée, mi-imposée de la guerre civile. Alors qu'une partie des acteurs politiques, dont Michel Aoun⁵, rejettent l'accord de Taëf qui rééquilibre le partage du pouvoir, l'armée syrienne est autorisée à imposer le nouvel ordre par la force en octobre 1990.

La guerre s'achève sur une double occupation : au Sud, les Israéliens et leurs supplétifs de l'Armée du Sud Liban⁶ ; dans le reste du pays, les Syriens et le Hezbollah, seule milice autorisée à conserver ses armes (Harik, 2005, p. 45-46). Ce dernier devient la principale force de résistance à l'occupation israélienne contre laquelle il mène une guérilla dans les années 1990. Régulièrement instrumentalisé par la Syrie de Hafez el Assad, il conserve néanmoins son agenda propalestinien tout au long d'une décennie qui connaît quelques avancées – l'accord d'Oslo, la mise

5|Alors chef de l'armée libanaise, Aoun avait été désigné par le président Amine Gemayel à la tête d'un gouvernement intérimaire vu l'impossibilité d'élire un successeur en septembre 1988.

6|Milice à dominante chrétienne née d'une fracture de l'armée libanaise et qui épaulera l'armée israélienne dans la répression de la population libanaise chiite.

4|Afwaj el-Mouqawama el-Loubnaniya ou « les régiments de la résistance libanaise ».

en place de l'Autorité palestinienne – et de nombreux reculs (généralisation des bouclages, intensification de la colonisation, paralysie du processus de paix après l'élection de Netanyahou en 1996...).

En mai 2000, alors que les impasses perdurent, le gouvernement d'Ehud Barak décide de retirer unilatéralement les troupes israéliennes. Hâté par les coups de boutoir du Hezbollah, ce retrait prend des allures de débâcle, d'autant que l'ALS⁷ s'effondre. Fort de cette victoire, le Hezbollah occupe le terrain alors que de nombreuses familles retournent dans leurs villages après 18 ans d'exil. L'État libanais reste en marge, n'investissant ni le champ des services publics et de la reconstruction ni celui de la sécurité. Il se contente, pour l'essentiel, de corroborer les interprétations du Hezbollah selon lesquelles certains villages conquis en 1967 sont libanais et restent sous occupation, ce qui justifie la perpétuation de sa « résistance » (Aoun, 2018a, p. 67-70).

De la rupture du consensus international à la guerre de 2006

Cependant, le retrait israélien remet en question le consensus international qui avait présidé à la fin de la guerre. La communauté internationale estime l'occupation israélienne comme une affaire close n'appelant qu'une délimitation technique de la « ligne bleue », et une aide à la reconstruction. Les dimensions politiques – les litiges frontaliers, la question de l'impunité pour les exactions perpétrées par les Israéliens et l'ALS, les réparations... – sont évacuées. En même temps se profilent la remise en question de la présence et du rôle syriens et le désarmement du Hezbollah.

Dans un contexte marqué par la guerre contre le terrorisme post-11 septembre et sa traduction, au Moyen-Orient, par l'écrasement militaire de la 2^e Intifada palestinienne par Israël et l'invasion de l'Irak par les USA en 2003, les réalignements commencent à apparaître au Liban. Première échéance institutionnelle consécutive au retrait israélien, l'élection présidentielle en 2004 les précipite. Alors que la Syrie et ses alliés entendent réélire Emile Lahoud, la communauté internationale cherche à évincer Damas. Washington et Paris initient en septembre la résolution 1559 du Conseil de sécurité qui demande le retrait du territoire libanais de « toutes les forces étrangères qui y sont encore » (donc de la Syrie), la dissolution et le désarmement de toutes les milices libanaises et non libanaises (essentiellement le Hezbollah), ainsi qu'« un processus électoral libre et régulier » (Conseil de sécurité, 2004).

Ces demandes placent le Liban sous haute tension. En février 2005, le Premier ministre Rafic Hariri, qui avait joué la carte syrienne jusqu'en amont de sa démission (octobre 2004)⁸, est assassiné. Une large mobilisation populaire précipite le retrait de l'armée syrienne, mais aussi une polarisation extrême. Cette polarisation, qui prolonge celle traversant alors l'échiquier moyen-oriental, se cristallise autour de deux coalitions : celle du 8 mars, emmenée par le Hezbollah et revendiquant la proximité avec Damas, et celle du 14 mars, qui se veut en rupture (Aoun, 2018b, p. 116-118).

Dans ce bras de fer, le Hezbollah reste dans une position confortable qui lui permet, sur fond de tensions entre Israël et le Hamas à Gaza, de mener une opéra-

⁷ Armée du Liban sud.

⁸ Rafic Hariri a été premier ministre du 31/10/1992 au 2/12/1998 puis à nouveau du 23/10/2000 au 21/10/2004.

tion le 12 juillet 2006 contre des militaires israéliens qui se solde par la mort de 8 soldats et l'enlèvement de plusieurs autres. En représailles, Israël déclenche sa machine de guerre, soumettant le Liban à un embargo quasi total, bombardant de nombreuses infrastructures civiles, appliquant la doctrine de la « dahiye » consistant à détruire la banlieue de Beyrouth sans souci des pertes civiles, et réenvahissant une partie du Sud Liban. Bien que dévastatrice pour le Liban, cette guerre révèle la capacité du Hezbollah à tenir tête à l'armée israélienne (Achcar & Warschawski, 2007). S'ensuit au bout de 33 jours un cessez-le-feu sur la base d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité : la 1701. Cette dernière accroît le nombre de casques bleus déployés par la FINUL⁹ le long de la frontière avec Israël, à charge pour le gouvernement libanais de renforcer la présence de son armée, le Hezbollah devant se retirer de cette région. Malgré la violation quasi quotidienne de cette résolution par Israël via les survols incessants¹⁰ et la consolidation souterraine du Hezbollah, sa mise en œuvre assurera toutefois la période de stabilité la plus longue depuis 1948 entre les deux pays.

La montée en puissance nationale et régionale du Hezbollah

Autre conséquence, le Hezbollah est renforcé au point de pouvoir enrayer les processus politiques internes dès que ses intérêts stratégiques sont menacés. Ainsi, face au refus de certains partis de former un gouvernement d'union nationale au sortir du conflit de 2006, les ministres affiliés ou proches du parti démissionnent, suscitant une crise politique qui perdure jusqu'en mai 2008. Le dénouement vient d'une éruption de

violence où, réagissant à une décision gouvernementale visant à démanteler son réseau de communications et à démettre le chef de la sécurité de l'aéroport qui lui est proche, le Hezbollah mobilise ses partisans. Des affrontements s'ensuivent, notamment avec des rivaux druzes et sunnites, en ce premier épisode où le Hezbollah retourne ses armes contre d'autres Libanais.

L'accord de Doha, initiative arabe et soutenue par la communauté internationale, met un terme à la violence et permet d'élire un président consensuel et de former un gouvernement d'unité nationale, les différentes parties s'engageant à renoncer à la violence en interne (Worral *et. al.*, 2016, p. 106-108). Il ne résout toutefois rien sur le fond. Tout au plus prélude-t-il à la poursuite de la « libanisation » du Hezbollah qui amende sa plateforme politique de 1985. Abandonnant en 2009 l'objectif de création d'un État islamique, le parti préconise désormais « un mariage entre une résistance populaire, qui participe dans la défense du pays contre toute invasion israélienne, et l'armée nationale, qui se doit de protéger la patrie et de lui garantir sa sécurité et sa stabilité » (Gresh, 2009). Toutefois, les « printemps arabes » et leurs retombées en Syrie vont bientôt propulser le Hezbollah sur la scène régionale.

En Syrie, le soulèvement populaire qui commence en mars 2011 est réprimé dans le sang et se militarise tout en se fractionnant. Certaines factions s'inscrivent dans les dynamiques nées de l'instabilité générée par la guerre américaine en Irak. Al-Qaïda fait des petits en Syrie et, de mutation en mutation et de rupture en rupture, naît l'État islamique qui s'érige en « califat » sunnite après des gains territoriaux en Syrie et en Irak au printemps 2014. Séisme poli-

9|Force intérimaire des Nations unies au Liban.

10|Le site airpressure.info recensait 22355 violations entre 2007 et décembre 2022.

tique pour la communauté internationale, ce développement l'est aussi pour le Hezbollah. Déjà engagé en soutien au régime syrien pour défendre son alliance avec ce dernier et l'Iran ainsi que ses lignes d'approvisionnement en armes, le Hezbollah intensifie son implication face à une menace perçue comme existentielle. D'autant que l'instabilité en Syrie déborde au Liban, avec une multiplicité d'incidents et d'attentats visant l'armée libanaise et/ou la communauté chiite (Aoun & Leroy, 2019). Particulièrement complexe et volatile, cette situation permet au Hezbollah d'acquérir une stature régionale, d'autant que le régime d'Assad est aussi soutenu par l'Iran et la Russie. Désormais, c'est sur cette scène que le Hezbollah s'aguerrit et que s'expriment ses bras de fer avec Israël.

2024 : le Hezbollah entre écrasement et résilience ?

Lorsque survient l'attaque du Hamas en Israël le 7 octobre 2023, le Hezbollah est perçu, et se perçoit, comme une force qui compte sur une scène régionale parcourue de multiples fractures. Toutefois, la situation au Liban est compliquée et incite le Hezbollah à une posture aussi prudente que possible même si d'autres facteurs lui rendent la non-intervention impossible.

Faillites libanaises et tensions régionales

En effet, à Beyrouth, la polarisation entrave à nouveau l'élection d'un président à l'issue du mandat de Michel Aoun (octobre 2022). En banqueroute financière et budgétaire depuis fin 2019, le pays est plongé dans une crise multidimensionnelle sans précédent aggravée, entre autres, par l'explosion meurtrière du port de Beyrouth, les mobilisations sociales sporadiques depuis la *thawra*

(révolution) de 2019, et les tensions liées aux réfugiés syriens. Les citoyens libanais, y compris chiites, sont fortement affectés par la crise¹¹. Malgré cela, l'establishment politico-affairiste perpétue ses pratiques clientélistes et ses attermolements, manquant de regagner la confiance des institutions financières internationales (Aoun, 2023). Si ces éléments internes opèrent comme un frein, d'autres agissent comme des incitants.

Tout d'abord, les relations avec Israël s'étaient compliquées d'une nouvelle dimension : celle des champs gaziers. Avec la découverte de réserves considérables à l'est de la Méditerranée, Israël avait manœuvré pour s'approprier la zone maritime la plus vaste possible. Or, la classe politique libanaise peinait à s'imposer sur ce dossier, laissant la voie ouverte à de nouvelles tensions entre le Hezbollah, érigé en défenseur des intérêts nationaux, et Israël. Malgré la signature d'un accord « historique » entre les deux pays sur la délimitation de la frontière maritime sous les auspices américains (IBRU, 2022), les démonstrations de force se multipliaient de part et d'autre à l'instar des manœuvres d'envergure d'Israël comme en décembre 2022 (OLJ, 2022), ou celles du Hezbollah en mai 2023 (OLJ, 2023a).

En Palestine, totalement ignorée dans les accords d'Abraham visant à normaliser les relations entre Israël et les pays arabes, la situation ne faisait que se dégrader, tout particulièrement en 2022 et 2023 (Fayyad, 2022) et ce, tant du point de vue de la répression que de la

11|Selon la Banque Mondiale (2024), la pauvreté a augmenté depuis 2019 de 44 %, faisant glisser un tiers de la population dans la grande pauvreté. Notons que ce rapport exclut, faute de données observables (p. 6), toutes les régions à dominante chiite (Sud Liban, Nabatiyeh, Hermel Baalbeck), illustrant la perpétuation de leur marginalisation.

colonisation. En outre, l'allié iranien se retrouvait aussi dans une position renforçant la polarisation. De fait, malgré le respect de ses engagements au titre de l'accord négocié en 2015 autour de son programme nucléaire, l'Iran était retombé dans le collimateur américano-israélien lorsque Donald Trump avait décidé de rompre unilatéralement cet accord en 2018 et de réinstaurer des sanctions douloureuses. Ponctuées par l'assassinat du chef des Gardiens de la révolution, Qassem Soleimani, en janvier 2020 à Bagdad, ces mesures n'avaient pas été remises en question par l'administration Biden.

Ainsi, si l'on intègre trois des facteurs constitutifs de la posture du Hezbollah, à savoir l'alliance avec l'Iran, la défense de la cause palestinienne, ainsi que les contentieux locaux avec Israël, on comprend mieux qu'il ait réagi au 7 octobre en ouvrant un front de soutien au Hamas en dépit des fragilités libanaises. Outre sa dimension symbolique, ce front visait à empêcher la machine de guerre israélienne de focaliser toute sa puissance sur Gaza. Il est probable que, tout comme le Hamas, le Hezbollah avait parié à tort, pour éviter de se laisser entraîner dans une escalade incontrôlée, sur la volonté de la communauté internationale de mettre un terme relativement rapide à un conflit sanglant et dévastateur.

Le front de soutien au Hamas : prudence et équilibre

En tout état de cause, le front qu'active le Hezbollah est d'une très grande prudence, reflétant une volonté de concilier les facteurs qui le poussent à soutenir le Hamas avec les contraintes liées à la situation précaire au Liban. Les frappes se concentrent d'abord quasi exclusivement sur des cibles militaires dans les territoires

libanais occupés par Israël, notamment les hauteurs de Qfar Shuba et Chebaa. Si l'État israélien ordonne l'évacuation de nombreuses communautés dans le nord du pays, ce n'est pas tant en raison des missiles du Hezbollah que de considérations liées aux besoins opérationnels de Tsahal¹² (Hashmonai, 2024). À l'inverse, les frappes israéliennes font très vite des victimes civiles (OLJ, 2023b ; Stephan, 2023) et des dizaines de milliers de civils libanais sont acculés à fuir sans appui gouvernemental.

Alors que le Liban officiel brille par son absence même lorsque des soldats de l'armée libanaise (OLJ, 2023c), restée en marge du conflit, tombent sous le feu israélien, le Hezbollah continue de mesurer ses ripostes face au crescendo imposé par Israël, cherchant un équilibre élastique entre dissuasion et évitement de l'escalade. Au fil des mois, des personnalités tant libanaises qu'iraniennes ou palestiniennes sont ciblées, en Syrie ou au Liban, sans que le Hezbollah ne modifie significativement les règles d'engagement. Même s'ils demeurent belliqueux, les discours de son secrétaire général, Hassan Nasrallah, évoquent d'ailleurs les considérations liées à la situation au Liban comme autant de paramètres affectant la stratégie adoptée par le parti.

Cette équation malaisée s'est traduite par la disproportion entre l'engagement de part et d'autre de la frontière. Ainsi, entre octobre 2023 et la mi-septembre 2024, date à laquelle le gouvernement israélien engage une guerre totale contre le Hezbollah, Israël est responsable de 81 % du total des frappes échangées entre les deux belligérants, avec un taux de létalité 23 fois plus important selon les chiffres compilés par ACLED¹³ (Mehvar,

¹² Armée de défense d'Israël.

¹³ Armed Conflict Location & Event Data.

2024). En outre, les assassinats ciblés presque quotidiens démontrent qu'Israël a réussi à pénétrer le système de télécommunications libanais et à se doter de moyens technologiques de pointe pour cibler ses ennemis.

La guerre totale israélienne

On mesurera mieux cette réalité dès la mi-septembre 2024. Israël décide alors de reporter son attention du front de Gaza, où la violence extrême s'est routinisée, vers celui du nord. Dans une opération sans précédent, il fait exploser simultanément 3.000 « bipeurs » récemment reçus par le Hezbollah, tuant et blessant un grand nombre de membres du parti et de civils. Le lendemain, c'est au tour de *walkietalkies* d'exploser dans des conditions similaires¹⁴. Estimant avoir décimé le Hezbollah, Israël déclenche une campagne aérienne meurtrière. Pendant plus de deux mois, son aviation, totalement maîtresse des airs, pilonne sans répit les régions associées au Hezbollah et à la communauté chiite. Israël ne lésine pas sur les moyens, usant par exemple de 80 bombes BLU-109 en une fraction de temps pour assassiner Nasrallah (Machecourt, 2024).

Plus d'un million de personnes, soit un quart de la population, sont contraintes de fuir y compris la banlieue sud de la capitale. Malgré cela, le bilan humain est dramatique¹⁵. Reproduisant des pratiques éprouvées à Gaza, Israël cible journalistes, secouristes, équipes et infrastructures médicales en plus de toute installation associée au Hezbollah. Malgré cela, lorsqu'elle envahit à nouveau

le Sud Liban en octobre 2024, Tsahal se heurte à une résistance qui étonne vu les coups de boutoir assénés au Hezbollah. Mais s'il est capable de freiner l'incursion israélienne et d'infliger à son armée des pertes humaines et matérielles non négligeables tout en affectant le quotidien de nombreux Israéliens dans le nord et le centre du pays, le Hezbollah est dans une position de faiblesse. La sévérité des pertes infligée à la communauté chiite, aux équipements et réserves de munitions du parti ainsi qu'à sa chaîne de commandement l'incite à négocier par le biais du Liban officiel. Après une première initiative franco-américaine rejetée fin septembre par Netanyahu (Berthemet, 2024), de nouveaux efforts sont déployés et débouchent sur un résultat trahissant le rapport des forces.

Plus d'un million de personnes, soit un quart de la population, sont contraintes de fuir y compris la banlieue sud de la capitale.

Le 27 novembre, un accord entre en vigueur, parrainé par la France et les USA. Basé sur la 1701, cet accord prévoit un cessez-le-feu d'une période de 60 jours au cours desquels le Hezbollah doit se retirer au nord du fleuve Litani et l'armée israélienne des positions occupées au Liban, à charge pour l'armée libanaise, appuyée par la FINUL, de se déployer massivement dans la région et d'y empê-

14| Ces attaques ont été dénoncées par les experts onusiens comme violations terrifiantes du droit international (Haut-commissariat aux droits humains, 2024)

15| Selon le ministère de la santé libanais, et jusqu'au cessez-le-feu, les frappes israéliennes auront fait 4047 morts et 16638 blessés (Alarabiya News, 2024).

cher toute présence du Hezbollah et de ses armes. Un comité de surveillance réunissant le Liban, Israël, la FINUL, et les deux parrains de l'accord est chargé de superviser le respect des engagements pris de part et d'autre.

Dans les faits, la mise en œuvre de l'accord dévoile un déséquilibre cautionné par ses parrains puisque seul le Hezbollah fait taire ses armes. Pour sa part, Israël continue ses frappes dans le Sud Liban et ses opérations dans de nombreux villages, dont près de 60 demeurent interdits d'accès à leurs habitants. Au terme de plusieurs semaines d'implémentation, le Hezbollah a tiré une seule fois en sommation vers des positions israéliennes au Liban (L'Humanité, 2024), tandis que les Israéliens ont tué une cinquantaine de Libanais, essentiellement des civils, et avancé au-delà de ce que leurs affrontements avec le Hezbollah avaient permis pour compléter le dynamitage de nombreux villages (OLJ, 2024).

Au Premier ministre sortant libanais, Nagib Mikati, qui rappelait qu'« Il incombe à la France et aux États-Unis de prendre une position claire face à ce qui s'est passé, et au comité de surveillance d'empêcher que ces violations continues se reproduisent » (citée dans Blondel, 2024), aucune réponse n'a été apportée. Réuni pour la première fois le 9 décembre, le comité de surveillance n'a même pas évoqué les violations du cessez-le-feu par Israël, et encore moins clarifié l'agenda du retrait israélien, faisant redouter à certains analystes une domination totale du processus par les USA au profit de leur allié israélien. D'autant que, comme les médias israéliens l'ont révélé, à l'accord de cessez-le-feu s'ajoute un accord bilatéral entre Washington et Tel-Aviv dans lequel « "les États-Unis reconnaissent le droit d'Israël à répondre aux menaces depuis le territoire libanais", mais aussi

qu'"Israël se réserve le droit d'agir à tout moment en cas de violation des obligations, dans la zone sud [...] et en dehors de la zone sud, contre l'augmentation des menaces dirigées contre lui si le Liban ne peut ou ne veut pas les contrecarrer". De plus, ce texte autorise explicitement les survols israéliens dans l'espace aérien libanais, en précisant que ceux-ci doivent être effectués "uniquement à des fins de renseignement, de surveillance et de reconnaissance et aussi invisibles que possible à l'œil nu" » (ibid.).

À ce stade, la mise en œuvre du cessez-le-feu ressemble à un marché de dupes qui conforte la domination militaire exercée par le duo américano-israélien au Moyen-Orient et que les développements en Syrie confirment. Il n'est pas anodin que les USA et l'immense majorité de leurs alliés occidentaux n'aient quasiment proféré aucune critique à l'encontre du gouvernement israélien qui a accueilli la chute du régime de Bachar al Assad par l'occupation de nouveaux territoires syriens au-delà du Golan et par la plus grande campagne de frappes aériennes de l'histoire israélienne destinée, dans les faits, à dépouiller la Syrie de toute infrastructure et de tout équipement militaires (Weiss, 2024).

Inquiétantes perspectives

Les détracteurs libanais du Hezbollah peuvent bien se féliciter de la sévérité des coups portés à ce dernier. Ayant perdu plusieurs milliers de combattants et ses plus hauts dirigeants, militairement affaibli et contraint de se replier au nord du Litani, visé dans ses infrastructures, y compris civiles, et surtout dans sa base populaire, privé de ses routes d'approvisionnement militaire et acculé à un cessez-le-feu qui ne s'impose qu'à lui, le parti est diminué. Il n'est pas mort toutefois, d'autant qu'aucune des causes

structurelles qui ont présidé à sa création et à son évolution n'a changé : la population chiite continue d'être gravement victimisée, la situation des Palestiniens dans les territoires occupés n'a jamais été aussi désespérée, et la domination israélo-américaine jamais aussi absolue dans la région. Se pose alors la question de savoir comment le parti évoluera et s'inscrira dans des équations politiques locales dictées de l'extérieur et mises en œuvre par une « opposition » libanaise dont on sait qu'elle n'est ni unifiée ni vertueuse.

À ce stade, ces équations restent difficiles à cerner, mais elles semblent fragiles, laissant craindre que le pays ne s'en retrouve la victime à plus ou moins court terme. Un premier risque est celui de l'instabilité que l'affaiblissement du Hezbollah pourrait induire en raison des coups de force que tenteraient certains acteurs internes avec l'aide de leurs soutiens extérieurs. En outre, le pays est dépouillé du semblant de souveraineté qu'il lui restait puisqu'aujourd'hui, avec la bénédiction écrite de Washington, Israël peut y intervenir militairement quand bon lui semble et sans comptes à rendre. L'armée libanaise, qui n'a jamais affronté Israël, semble appelée à en devenir une force supplétive.

Ces développements meurtrissent de très larges segments de la société civile libanaise, bien au-delà des cercles du Hezbollah, et suscitent une grande colère contre un Occident qui laisse faire l'indicible à Gaza, au Liban et ailleurs. De plus, alors que la population avait exprimé en octobre 2019 son rejet de l'intégralité de la classe politique, c'est celle-ci, avec peut-être le Hezbollah en moins, qui est en passe de lui être imposée. À nouveau, le choix d'un président libanais s'est fait au départ de capitales étrangères et du prolongement, en interne, de leurs

rapports de forces. Il est particulièrement révélateur que les diplomates occidentaux soient présents « à l'intérieur » même de l'hémicycle au moment où les députés libanais élaient la figure « pressentie », Joseph Aoun, chef des forces armées libanaises et l'homme des Américains. Dans le discours très consensuel du nouveau chef de l'État, beaucoup ont surtout noté l'intention de donner à l'État le monopole des armes – donc le désarmement du Hezbollah. Alors que, de son côté, Israël a intensifié ses attaques sur le territoire libanais (Ici Beyrouth, 2025) comme pour marquer son intention de continuer à opérer librement peu importe qui occupe la présidence.

Comment, dès lors, le pays, dominé politiquement par les États-Unis et militairement par Israël, pourra-t-il surmonter sa polarisation et faire face aux crises qui le paralysent depuis de nombreuses années afin de construire un contrat social avec toutes les composantes d'une population meurtrie et humiliée ? Et ceci dans un contexte où les besoins de reconstruction dans les régions chiites sont incommensurables, mais où le potentiel d'aide iranienne est affaibli, et où les moyens internationaux devront aussi répondre aux impératifs humanitaires et de reconstruction dans la Syrie post-Assad et à Gaza si jamais ce territoire et ses habitants survivaient au génocide en cours.

À la veille du retour au pouvoir d'un Donald Trump qui, aligné sur Israël, cherchera probablement à frapper durement l'Iran pour y faire tomber le régime, à imposer une normalisation avec Israël ainsi qu'une annexion des territoires palestiniens occupés – voire syriens et libanais – à son profit, l'ordre nouveau que la force brute fait advenir dans la région est, à terme, lourd de menaces. Et tout particulièrement pour le Liban dont la classe politique a toujours

exploité les circonstances régionales et internationales pour faire avancer des intérêts plus sectaires et personnels que nationaux et publics. Les mêmes causes ayant les mêmes effets, il est difficile d'imaginer que le Hezbollah disparaisse ou désarme, ou ne soit pas remplacé par d'autres acteurs rejetant la domination du Liban et l'écrasement de sa population, notamment, chiite qui reflète celui des Palestiniens et d'autres populations de la région.

Bibliographie

- Achcar, G. & Warschawski, M. (2007). *The 33 Day War: Israel's War on Hezbollah in Lebanon and Its Consequences*. Routledge.
- Alarabiya News (2024, 4 décembre). Lebanon health minister says Israel-Hezbollah war death toll at 4,047. *Al Arabiya News*. <https://tinyurl.com/5eft58ur>
- Aoun, E. (2018a). The evolving regional context of UNIFIL: Old challenges and new threats. Dans E. Aoun (dir.), *The United Nations Interim Force in Lebanon: Multiple Perspectives on a Multinational Peace Operation* (pp. 55-80). Peter Lang.
- Aoun, E. (2018b). The European involvement in Post-2006 UNIFIL : The art of the possible. Dans E. Aoun (dir.), *The United Nations Interim Force in Lebanon : Multiple Perspectives on a Multinational Peace Operation* (pp. 115-139). Peter Lang.
- Aoun, E. (2023). « Defying gravity » : Le Liban ou la survie en a-gouvernance. Dans E. Aoun et al. (coord.), *La gouvernance à l'épreuve des turbulences contemporaines* (pp. 119-132). Peter Lang.
- Aoun, E. & Leroy, D. (2019). *Crossed views on Jihadism in the Middle East: The engagement of Lebanese fighters in Syria*, Royal Higher Institute for Defense, Security and Strategy, no. 140.
- Azani, E. (2009), *Hezbollah : The Story of the Party of God. From Revolution to Institutionalization*. Palgrave Macmillan.
- Banque Mondiale (2024). *Lebanon. Poverty and Equity Assessment 2024. Weathering a Protracted Crisis*. World Bank Group. <https://tinyurl.com/4up2zy5d>
- Berthemet, T. (2024, 26 septembre). Israël rejette l'idée d'un cessez-le-feu au Liban. *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/international/israel-rejette-l-idee-d-un-cessez-le-feu-au-liban-20240926>
- Blondel, G. (2024, 19 décembre). Trois semaines de cessez-le-feu et une trentaine de morts : ce flou qui profite encore à Israël. *L'Orient-Le Jour*. <https://tinyurl.com/2a5d75as>
- Chalabi, T. (2006), *The Shi'is of Jamal « Amil and the New Lebanon »*. *Community and Nation State, 1918-1943*. Palgrave Macmillan.
- Conseil de sécurité de l'ONU. (2004). Résolution 1559 (2 septembre 2004). <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/n04/498/93/pdf/n0449893.pdf>
- Fayyad, H. (2022, 21 décembre). The deadliest year for West Bank Palestinians since the Second Intifada in numbers. *The Middle East Eyes*. <https://www.middleeasteye.net/news/palestine-west-bank-deadliest-year-second-intifada>.
- Gresh, A. (2009, 3 décembre). Un nouveau programme pour le Hezbollah. *Le Monde Diplomatique*. <https://blog.mondediplo.net/2009-12-03-Un-nouveau-programme-pour-le-Hezbollah>
- Harik, J. P. (2005), *Hezbollah. The Changing Face of Terrorism*. I.B. Tauris.
- Haut-Commissariat aux droits humains (2024, 19 septembre). Explosion de bipeurs et de radios : une violation du droit international terrifiante, déclarent des experts de l'ONU. *ONU*. <https://tinyurl.com/47sr8n3u>
- Hashmonai, A. (2024, 22 février). Israel Admits: 14 Northern Communities Evacuated « To Give

- IDF Freedom of Operation ». *Haaretz*. <https://tinyurl.com/pwp89mdm>
- IBRU Centre for Borders Research (2022). *Israel and Lebanon agree to « historic » deal to end maritime dispute*. Durham University. Consulté le 20 décembre 2024, <https://tinyurl.com/4jk6tf8c>
 - Ici Beyrouth (2025, 12 janvier). Raids israéliens nocturnes au Liban-Sud et dans la Bekaa, *Ici Beyrouth*. (<https://icibeyrouth.com/articles/1305829/dynamitages-israeliens-a-aita-el-chaab>)
 - Khouri, S. (2024a, 5 novembre). Au Liban Sud, l'alliance des déshérités (2/3), *L'Orient-Le Jour*. <https://www.lorientlejour.com/article/1434040/au-liban-sud-lalliance-des-desherites-2-3.html>
 - Khouri, S. (2024b, 6 novembre). Au Liban Sud, la loi du plus fort (3/3), *L'Orient-Le Jour*. <https://www.lorientlejour.com/article/1434366/au-liban-sud-la-loi-du-plus-fort-3-3.html>
 - L'Humanité (2024, 3 décembre). Guerre au Liban : Israël bombarde malgré la trêve mais Benyamin Netanyahu accuse le Hezbollah. *L'Humanité*. <https://www.humanite.fr/monde/armee-israelienne/guerre-au-liban-israel-bombarde-malgre-la-treve-mais-benyamin-netanyahu-accuse-le-hezbollah>
 - Machecourt, C. (2024, 1^{er} octobre). Qu'est-ce que les bombes BLU-109, qui ont permis l'élimination de Hassan Nasrallah ? *Le Point*. <https://tinyurl.com/4pby7d65>
 - Mehvar, A. (2024, 1^{er} novembre). Q&A: Behind the data on the Israel-Hezbollah war. *ACLEDA*. <https://acleddata.com/2024/11/01/qa-behind-the-data-on-the-israel-hezbollah-war/>
 - Norton, A. R. (2007). *Hezbollah. A Short History*. Princeton University Press.
 - OLJ (2022, 11 décembre). Exercices militaires «soudains» d'Israël à la frontière avec le Liban. *L'Orient-Le Jour*. <https://www.lorientlejour.com/article/1321148/exercices-militaires-soudains-disrael-a-la-frontiere-avec-le-liban.html>
 - OLJ (2023a, 21 mai). Exercices militaires du Hezbollah au Liban-Sud en présence des médias. *L'Orient-Le Jour*. <https://www.lorientlejour.com/article/1338113/exercices-militaires-du-hezbollah-au-liban-sud-en-presence-des-medias.html>
 - OLJ (2023b, 3 novembre). Quatre civils, dont trois enfants, tués par une frappe israélienne au Liban-Sud. *L'Orient-Le Jour*. <https://www.lorientlejour.com/article/1356271/quatre-civils-dont-trois-enfants-tues-par-une-frappe-israelienne-au-liban-sud.html>
 - OLJ (2023c, 5 décembre). Un soldat libanais tué par des tirs israéliens, le premier depuis le début de la guerre. *L'Orient-Le Jour*. <https://www.lorientlejour.com/article/1359752/un-militaire-libanais-tue-par-des-tirs-israeliens-communique.html>
 - OLJ, (2024, 19 décembre). Les Israéliens continuent de dynamiter des bâtiments au Liban-Sud. *L'Orient-Le Jour*. <https://tinyurl.com/388zckc>
 - RTBF (2024, 21 décembre). Allemagne : le bilan de l'attaque au marché de Noël de Magdebourg s'élève à quatre morts, selon les médias allemands. *RTBF*. <https://tinyurl.com/48ye23n3>
 - Siklawi, R. (2012). The Dynamics of the Amal Movement in Lebanon 1975-1990. *Arab Studies Quarterly*, 34(1), 4-26.
 - Stephan, L. (2023, 22 novembre). Guerre Israël-Hamas : quatre Libanais, dont deux journalistes, tués dans des frappes israéliennes. *L'Orient-Le Jour*. <https://tinyurl.com/2tnnz8zm>
 - Weiss, M. (2024, 16 décembre). Why is Israel bombing Syria? *The Irish Times*. <https://www.irishtimes.com/world/middle-east/2024/12/16/why-is-israel-bombing-syria/>
 - Worrall, J., Mabon, S. & Clubb, G. (2016). *Hezbollah: From Islamic Resistance to Government*. Praeger.